

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



5 février 2019

Suite aux actions menées dans les départements autour des Comités Techniques Locaux (CTL), des appels fermes à la grève avec des reconductions décidées en assemblées générales avec piquets de grève ont été lancés. C'est notamment le cas en Gironde, dans le Tarn, en Haute-Garonne, dans les Pyrénées-Atlantique et l'Ariège... Souvent, les collègues ont voulu appuyer la grève massive des plateformes téléphoniques dès le 28 janvier pour porter aussi leurs revendications. Plus de 40 appels locaux intersyndicaux à la grève à partir du 5 février ont été diffusés dans le territoire auprès des collègues de la DGFIP. La CGT Finances Publiques, dans le cadre de l'appel intersyndical et du préavis de grève couvrant les agents jusqu'au 31 mars, appelle tous les personnels à se réunir en assemblée générale pour décider des grèves et des actions sur tout le territoire.

PARTOUT, ÉTENDONS LES ACTIONS ET LES GRÈVES !

31 – Haute-Garonne

Depuis le lundi 28 janvier, les assemblées générales des sites ont voté la grève sur les sites du Mirail, de la Cité administrative et des Carmes.

Jeudi 31 janvier, 7 sites étaient fermés dans le département par les agents en grève : Saint-Gaudens, Muret, Colomiers, Mirail, Carmes, Cité, Rangueil (fermé au public suite un incendie volontaire, toutefois l'action de grève était initialement programmée).

Vendredi 1er, le site de la Cité était bloqué et a reconduit très massivement l'action pour lundi. Les assemblées générales d'autres sites ont déjà reconduit des modalités d'action pour lundi ou mardi.

L'assemblée générale qui a eu lieu à la direction lundi 4 février a rassemblé 130 personnes. La journée de grève interprofessionnelle du 5 février a été mise en avant et une participation la plus massive possible à la manifestation, par tous les moyens, est primordiale. Un cortège Finances publiques sera dans la tête de la manifestation du 5 février.

Vendredi 1er février, une intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CFTD a eu lieu à 14h00 avant une audience demandée au DRFIP, essentiellement sur le sujet des tentatives d'intimidations qui ont été faites par des cadres supérieurs dépêchés par le directeur sur les différents sites en grève.

81 – Tarn

Les agents des finances publiques du Tarn s'étaient réunis massivement jeudi 24 janvier à la DDFIP d'Albi, où ils étaient 100 grévistes. Lundi 28, ils se sont encore massivement mobilisés en grève à plus de 110, devant les CFIP de Castres

et Albi. Mercredi, ils étaient plus de 60 en AG. Mardi et jeudi, ils bloquaient l'accueil du CFIP de Castres.

Ils étaient plus de 60 réunis vendredi 1er février en Assemblée Générale, dans le hall d'accueil du CFIP de Castres ! Ils ont décidé le blocage de l'accueil du CFIP de Castres les lundi 4, mardi 5 et jeudi 7 par le rassemblement et la grève et seront aussi en grève et en manifestation à Albi le 5 février.

Ils se mobilisent pour :

- l'arrêt des suppressions de postes ;
- le retrait du plan « Bâtir un nouveau réseau »



64 – Pyrénées-Atlantiques

Suites à la grève départementale du 15 janvier (294 grévistes et 80 agents présents au rassemblement) et aux HMI tenues dans le département, les organisations syndicales CGT, Solidaires et FO de la DDFIP 64 appelaient tous les agents du département à entamer une grève reconductible à partir du lundi 28 janvier 2019.

Le lundi 28 janvier : environ 1/3 de grévistes autour du Centre de Contact.

Mardi 29, les SIP étaient en action et le mercredi 30, c'était au tour de tous les autres services.

Jeudi 31, il y avait entre 38 et 40 % de grévistes dans le département avec manifestation devant

les SIP. 3 SIP étaient fermés. L'action a été relayée par la presse écrite et la télévision locale.

33 – Gironde

La CGT, Solidaires et FO de la Gironde appellent tous les personnels à la grève le lundi 4 février 2019 et à une AG départementale à la cité administrative pour défendre les conditions de travail des agents, contre le projet de « nouveau réseau » de la DG et pour :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires ;
 - l'arrêt des réorganisations ;
 - l'augmentation du régime indemnitaire et du point d'indice ;
 - le maintien du statut et du code des pensions civiles et militaires et l'arrêt immédiat des négociations sur la contre réforme des retraites.
- Elle rappelle que la Gironde a été un des premiers départements en grève les 14 et 15 janvier suivi maintenant par l'ensemble des départements.

47 – Lot-et-Garonne

Le 31 janvier, les 3 principaux centres des Finances Publiques du 47 étaient fermés : Agen, Marmande et Villeneuve sur Lot. Des rassemblements étaient organisés devant les centres d' Agen, Marmande et Villeneuve-sur-Lot avec distribution de tracts au public.

Les organisations syndicales des finances publiques, Solidaires, CGT et FO ont appelé à une journée de grève jeudi 31 janvier pour décider des suites de l'action.

Les personnels ont protesté contre la dégradation de leurs conditions de travail dans un contexte social qui interroge le rôle des services publics et suite à la mise en place du prélèvement à la source.

Ils revendiquent l'attribution de la prime exceptionnelle de 200 euros et l'arrêt des suppressions d'emploi.

09 – Ariège

Lundi 28 janvier, les agents en grève du SIP de Pamiers bloquaient leur site.

Le jeudi 31 janvier, c'était au tour des collègues du SIP et du SIE de Foix.

Ces derniers, dans un lettre adressée à leur Directeur ont expliqué les raisons de leur mécontentement, les causes de l'accroissement de leur charge de travail et auquel s'ajoute le blocage des salaires, un avenir incertain au sein de la DGFIP, des restructurations et suppressions d'emplois incessantes, des applications informatiques de plus en plus souvent indisponibles et lentes ralentissant ainsi l'exercice de nos missions, une qualité de travail qui se dégrade jour après jour...

92 – Hauts-de-Seine

Lundi 4 février 2019, l'appel à la grève départemental CGT, Solidaires et FO a été particulièrement suivi à Issy-les-Moulineaux et Nanterre. Le centre d'Issy-les-Moulineaux est resté fermé.

Des tracts ont été distribués aux usagers sur les sites de Montrouge, Vanves, Issy et sur les deux plus importants sites de Nanterre.

L'action a été couverte par *Le Parisien*.

94 – Val-de-Marne

A la demande des agents, l'intersyndicale CGT Solidaire et FO de la DDFIP du Val-de-Marne a décidé d'appeler l'ensemble des agents à la grève le lundi 4 février.

Un rassemblement s'est tenu à 10h à Créteil, alors qu'une délégation est allée accueillir le secrétaire d'Etat O. Dussopt au centre de Boissy-Saint-Léger.

2A – Corse-du-Sud



Samedi 2 février plusieurs centaines de manifestants étaient à Sartène pour défendre les missions et le maintien des services de proximité de la DGFIP notamment dans le rural. Une délégation de la CGT Finances Publiques de Haute-Corse était présente aux côtés des militants de Corse-du-Sud et des collègues de Sartène et de tous les postes. Après les différentes prises de parole, les manifestants ont parcouru la ville en manifestation jusqu'à la sous-préfecture. Une belle mobilisation qui en appelle d'autres dans les jours et semaines qui viennent.

18 – Cher

Les agents de la trésorerie de St Amand-Montrond étaient en grève ce jour. Soutenus par les syndicats Solidaires, CGT et FO, ils ont adressé à la direction un texte adopté en AG dénonçant les modalités d'octroi de la prime PAS et « la petite surcharge de travail qui en résulte ». Ils y exigent :

- que leurs missions soient prises au sérieux ;
- une visibilité sur l'organisation de notre travail sur le long terme ;
- une réactualisation des moyens octroyés pour un fonctionnement normal.

Ils s'opposent :

— à toute nouvelle augmentation du portefeuille de leur trésorerie ;

— aux « éventuelles » fermetures de Châteaumeillant et Sancoins.

Ils refusent en bloc la vision d'avenir du Président Macron :

— Trésoreries sans numéraire, externalisation du recouvrement amiable vers le secteur privé via la passation de marchés publics ;

— Agence Comptable pour les collectivités publiques ;

— détachement d'office ;

— l'accueil par vidéo, dans les Maisons de service publics, les promenades en bus...

35 – Ille-et Vilaine

Suite à une AG qui a réuni plus de 50 agents mercredi 30 janvier, les collègues de Saint Malo ont rédigé une motion et ont organisé la grève et le blocage de leur Centre des Finances Publiques le 31 janvier avec l'appui des sections CGT, Solidaires, FO

Ils réaffirment leurs revendications :

— l'arrêt des suppressions d'emplois ; retrait du plan de 24 suppressions dans le 35 en 2019 ;

— le pourvoi des postes vacants, des emplois pour l'accueil, non à l'accueil sur RDV ;

— l'arrêt des restructurations, non aux fusions de SIP/SIE/SPF, non au projet de la direction générale d'un seul SIE et d'un seul SPF par département ;

— non à la départementalisation des PCE ;

— l'annulation immédiate du transfert de la mission CSP d'initiative des SIP vers le PCRFP au 01/09/2019, qui annonce de nouvelles fusions de services ; maintien des secteurs à St-Malo et Rennes ;

— non à la fermeture du CFP de Montfort ;

— non au transfert de compétences de l'hôpital de Dinan (département du 22) vers St-Malo ;

— l'arrêt des vacations de renfort au pool téléphonique pour le PAS dans les SIP et rétablissement immédiat d'un service du courrier au CFP de Magenta ;

— des applications informatiques qui fonctionnent.

Ce sont donc tous les agents qui doivent bénéficier d'une revalorisation qui doit être substantielle. Ils demandent donc 1000 euros nets et pérennes de revalorisation à valoir sur le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat.

02 – Aisne

Ce vendredi 1er février, 106 agents ont répondu à l'appel de l'intersyndicale CGT/Solidaires/FO et se sont déplacés à la DDFiP pour envahir le Comité Technique Local.

Alors qu'elle connaît désormais le volume de

suppressions d'emplois que l'on compte imposer à la DDFiP 02 pour les trois prochaines années et qu'elle doit rendre son projet de destruction du réseau à la DG le 15 février, la directrice n'a répondu à aucune de leurs interrogations. « Je communiquerai en temps utile »...

Aucune réponse non plus aux agents qui se sont exprimés sur leurs difficultés dans leur service, sur la dégradation de la qualité du travail et du service public...

Les collègues se sont ensuite réunis en Assemblée générale et ont voté à une très large majorité la grève pour le 5 février.



95 – Val-d'oise

Suite à l'envahissement du Comité Technique Local de la DDFiP du Val d'Oise le 15 janvier par plusieurs dizaines de collègues des SIP de Cergy, les organisations syndicales CGT, Solidaires et FO Finances Publiques 95 invitent les collègues à dire NON, à soutenir et à s'investir dans les diverses actions décidées dans les services :

— le 1er février 2019, les agents œuvrant dans le contrôle fiscal sont conviés à un séminaire pour la mise en place de la loi ESSOC qui veut transformer le contrôle fiscal en accompagnement des entreprises ! Des vérificateurs appellent à la grève ce jour là et au boycott du séminaire ;

— le 4 février 2019, les agents des SIP de Cergy (réunis en HMI le 24/01/2019) ne pouvant plus assurer leurs missions et recevoir dignement les usagers, appellent à la grève.

Ces dates préparent ainsi la grande journée de grève et de mobilisation du 5 février 2019 à l'appel de la CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et FO Finances Publiques en convergence avec la grande journée de mobilisation interprofessionnelle.



57 – Moselle

Sur la Moselle les collègues étaient 80 présents lors de l’envahissement de comité technique. L’intersyndicale (CGT-FO-Solidaires-CFDT-CFTC) a décidé de faire des HMI sur l’ensemble du département et appelle à rejoindre l’action de grève et de blocage déjà en cours dans certains départements par une grève massive le mardi 5 février 2019.

Elle met en avant les revendications suivantes :

- Attribution à tous les agents de la prime exceptionnelle de 200 euros ;
- Arrêt des suppressions d’emplois, de toutes les restructurations y compris la « géographie revisitée » du directeur général et mise en place d’un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à hauteur des besoins ;
- Revalorisation immédiate des régimes indemnitaires ;
- Augmentation de la valeur du point d’indice.

14 – Calvados

A l’appel de la CGT et Solidaires, une soixantaine d’agents a empêché, mardi 29 janvier 2019, la tenue du comité technique local à Caen, qui avait à son ordre du jour la suppression de 23 postes.

Les échanges ont été très tendus entre la direction et les agents présents.

62 – Pas-de-Calais



L’intersyndicale CGT, FO, Solidaires et CFTC du département s’est invitée au collège des cadres en tractant à l’entrée du collège des cadres à Achicourt.

Le but était d’alerter les cadres sur le caractère funeste de leur avenir, mais les militants ont très

vite perçu que ceux-ci étaient déjà pleinement conscients du sort qui les attend. Ils savent qu’ils ont beaucoup à perdre, tout comme l’ensemble des personnels de la DGFIP.

Leur réaction des cadres a été chaleureuse, et les échanges fort intéressants.

Puis la délégation inter-syndicale a investi les lieux et a interpellé le Directeur départemental pour que le projet de restructuration de la DGFIP soit communiqué à l’ensemble des chefs de service et aux représentants des personnels.

La réponse du Directeur peut se résumer en quelques mots : « il est urgent d’attendre », « il y aura bien sûr de nouvelles suppressions de postes », « Je ne peux communiquer là-dessus mais ne vous inquiétez pas trop ».

La responsable de l’association des comptables du département a, devant le mutisme de notre Directeur, exprimé les douloureuses angoisses nées des très prochaines créations d’agences comptables.

Quid de l’avenir des cadres et agents travaillant en secteur local ?

La réponse du Directeur fut tout aussi claire, la loi a été votée et on doit l’appliquer. Circulez y’a rien à voir !

Comptables transformés en agents comptables, agents des finances bientôt détachés d’office dans les collectivités, aucune considération pour le funeste sort des agents.

Devant tant de transparence, et après s’être fait dire que le temps des comptables et de la direction était précieux (plus précieux visiblement que celui nécessaire à répondre au mal-être des cadres et agents du réseau ?) la délégation est sortie de la salle sous les applaudissements de nombreux chefs de service.

La section CGT a décidé de lutter pied à pied contre le dépeçage en règle du réseau et a appelé les agents du département à la grève le 5 février.

49 – Maine-et-Loire

Jeudi 31 janvier, se tenait une HMI Intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CFDT à Angers d’abord à la Cité puis à Talot (les agents de la Cité se sont déplacés à Talot).

L’HMI transformée en AG des personnels et qui a réuni près de 80 agents à Talot a adopté, après voir interpellé le directeur et échangé sur les suppressions d’emplois, les restructurations et fermetures de services et les conditions de travail, les résolutions suivantes :

— Un appel intersyndical (Solidaires, FO, CGT, CFDT Finances Publiques 49) à la grève le mardi 5 février. (proposition adoptée à l’unanimité moins 4 abstentions)

— A faire, par tout moyen, du jeudi 7 février, une journée DDFIP morte par tous les moyens

(proposition adoptée à l'unanimité des agents présents).

Les organisations syndicales se sont mises en ordre de marche, pour tracter à destination du public, sur les grosses résidences (Angers, Cholet, Saumur, Baugé et Segré) le jeudi matin

dès 8h30.

Elles appellent tous les agents du département à se mettre massivement en grève ce mardi 5 février et à faire du 7 février, un jeudi « DDFiP morte ».